

Luc BOLTANSKI et Arnaud ESQUERRE, *Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au XXI<sup>e</sup> siècle*

Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 2022, 352 pages

Paul-Arthur Tortosa

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/33866>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.33866](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.33866)

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2023

Pagination : 460-463

ISBN : 9782384510849

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Paul-Arthur Tortosa, « Luc BOLTANSKI et Arnaud ESQUERRE, *Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au XXI<sup>e</sup> siècle* », *Questions de communication* [En ligne], 44 | 2023, mis en ligne le 01 février 2024, consulté le 12 mars 2025. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/33866> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.33866>

---



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

repoussé. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à inventer, à tordre le déroulement des faits. Les explications les plus saugrenues apparaissent. Un chien a-t-il reniflé un tas de bois qu'une explication surgit : le corps de L. Boistard était caché dessous.

L'édifice se justifie lui-même. Tout cela dissimulerait une profonde lutte des classes. J. Lebaudy serait un riche industriel, collaborateur avec l'occupant pendant la guerre, qui aurait voulu écraser toute velléité de révolte de la part d'une population chez laquelle le Parti communiste commençait à s'implanter. Pour faire un exemple propre à maintenir son pouvoir, il corrompt les gendarmes et désigne deux boucs émissaires. Cela semble logique. Mais quelle tromperie ! J. Lebaudy a été un actif résistant dont l'action a été unanimement saluée. C'est un homme proche de ceux qu'il emploie. Une réalité bien éloignée du portrait à charge. Si ce n'est pas une affaire politique, c'est une affaire de mœurs. La femme de L. Boistard aurait eu des amants et le crime serait l'acte d'un de ces mystérieux amoureux. Une fois de plus, une belle invention car nul en 1946 n'a imaginé un tel rebondissement rocambolesque. Et les affabulations se multiplient. On « désigne » même un coupable. Quelle importance puisque les principaux intéressés sont morts, incapables désormais de se défendre.

Le climat est maintenant tel que les témoins de 1946-1947 changent leurs versions : ils se souviennent de bruits et de mouvements. Ils n'hésitent pas à se contredire, accusant les forces de l'ordre de les avoir malmenés... La pesanteur de l'affaire écrase tout ; nul ne veut aller contre la nouvelle parole ; celle qu'imposent médias et leaders d'opinion. Même les autorités leur cèdent. Aujourd'hui, une trentaine de communes d'Indre et du Cher ont des rues, des places ou des plaques « Mis & Thiennot » dénonçant « une des plus graves erreurs judiciaires du <sup>xx</sup>e siècle ». Comment des édiles peuvent-ils afficher de tels propos alors que les tribunaux ont été clairs ? Comment un préfet peut-il entendre ces discours sans réagir alors que c'est l'autorité même de l'État qui est bafouée ? Pour certains, c'est la « possibilité ainsi offerte de s'acheter une bonne conscience à très bon marché, démagogie, clientélisme » (p. 192). Beaucoup croient devenir les héritiers d'Émile Zola et inventer de nouveaux Alfred Dreyfus. D'autres trouvent une cause qui anime leur vie. D'autres encore, une belle histoire qui fait vendre car elle émeut une population prompte à oublier la complexité du quotidien.

Au-delà de l'assassinat du garde-champêtre, le livre de G. Antonowicz et I. Marin illustre les dérives d'une société qui fonctionne sur l'affect et non sur le raisonnement, qui tolère les changements de langage à condition qu'ils provoquent des larmes, qui préfère la compassion aux vraies victimes, qui impose des opinions au détriment des vérités. La parole du témoin s'impose, surtout si elle est accompagnée de quelques larmes et de descriptions d'horreur ; comme l'a expliqué le romancier Javier Cercas dans *L'Imposteur* (publié en 2014 en espagnol ; l'année suivante en français chez Actes Sud [Arles]), nos sociétés vivent écrasées sous le poids du témoin et de la victime ; même s'ils sont fictionnels et menteurs. C'est une machine effroyable faite de lâcheté et de compromission ; surtout faite de facilités et de renoncements. L'affaire Mis et Thiennot est révélatrice d'une communication corrompue et d'une perversion de l'information. Il s'agit bien, comme l'annonce le titre, d'une « manipulation médiatique ».

Philippe Martin

Université Lumière Lyon 2, Larhra, F-69363 Lyon  
philippe.martin@univ-lyon2.fr

Luc BOLTANSKI et Arnaud ESQUERRE, *Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au <sup>xx</sup>e siècle*.

Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 2022, 352 pages

Après la rédaction d'un ouvrage portant sur une mutation récente du capitalisme, le développement d'une économie de l'enrichissement (Boltanski Luc et Esquerre Arnaud, *Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard, 2017), les deux auteurs proposent une réflexion approfondie sur la notion d'actualité, entendue comme « de multiples savoirs concernant le monde et ce qui s'y passe » constituant « un environnement au sein duquel à peu près tous les membres de nos sociétés se trouvent plongés » (p. 10-11). L'actualité est étudiée au prisme de deux dynamiques liées. D'une part, le processus de « mise en actualité », c'est-à-dire la manière dont les médias « font connaître à un grand nombre de personnes l'existence de faits qu'elles n'ont pas [...] directement vécu, généralement en les accompagnant d'une description et d'une interprétation » (p. 9). D'autre part, le processus de « politisation », par lequel des faits mis en actualité sont problématisés comme problèmes politiques, c'est-à-dire concernant la collectivité et dont la gestion doit être du ressort de l'État. Politisation et mise en actualité sont des processus distincts mais liés : l'actualité s'oriente en

priorité vers des problèmes politisés ou susceptibles de l'être, tandis que les processus de politisation « puis[en]t dans l'actualité des cas susceptibles de les nourrir » (p. 10). L'ouvrage se divise en deux grandes parties. Les trois premiers chapitres proposent une approche largement théorique de la notion d'actualité. Les cinq chapitres suivants reposent l'analyse de matériaux empiriques, en l'occurrence l'étude d'un corpus de commentaires en ligne, divisés en trois catégories. D'abord, 120 000 commentaires des abonnés du quotidien *Le Monde* (septembre et octobre 2019) pour les actualités contemporaines, et respectivement 7 000 et 1 300 commentaires des vidéos de l'INA (Institut national de l'audiovisuel) et de l'INA politique pour les actualités passées (l'INA conserve d'importantes archives audiovisuelles, notamment des journaux télévisés). L'étude de ce corpus vise à suivre les acteurs/actrices dans leurs hésitations et dans leurs « déplacements », d'étudier la formation des opinions politiques « en train de se faire » plutôt que de se laisser aller aux « routines explicatives de la sociologie classique qui se hâte d'aller directement à des propriétés dites "sociales" des acteurs à leurs énoncés ou à leurs actions » (p. 15).

Le premier chapitre propose une généalogie de la notion d'actualité et une histoire succincte de la presse dans le monde occidental. En s'appuyant sur le travail d'Andrew Pettegree (*The Invention of News. How the World Came to Know About Itself*, New Haven, Yale University Press, 2014), Luc Boltanski et Arnaud Esquerre font remonter l'invention de « l'actualité » à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un moment où le nombre et la diffusion des journaux augmentent, et où leur propos change. Si la presse de l'époque moderne servait avant tout les élites commerciales soucieuses de s'informer sur les événements lointains pouvant perturber leurs affaires, la presse contemporaine tend à privilégier l'analyse partisane des « mouvements politiques et sociaux de grande ampleur » (p. 38). C'est donc le propre de l'actualité que de faire « participer à distance » les acteurs/actrices aux événements situés dans des contextes peu ou pas accessibles, soit parce qu'ils/elles sont géographiquement éloigné-es, soit parce qu'ils/elles sont séparé-es des mondes vécus par « des limites institutionnelles ou physiques » (p. 34). Les auteurs soulignent ainsi le caractère paradoxal des actualités, qui sont la plupart du temps « inaccessibles » depuis notre monde vécu, sur lequel il n'existe aucun moyen d'agir directement, et qui affectent les cadres de notre vie quotidienne (conflit armé, crise économique, etc.). De même, ils relèvent les deux principales

critiques adressées à l'actualité. D'une part, la critique de la « culture de l'instant » qui en ferait un mode de connaissance manquant de « recul » et de connaissance des causes profondes, par opposition à l'histoire (notamment universitaire). D'autre part, ce qui est qualifié de « critique de l'inauthenticité de l'actualité », c'est-à-dire de l'accusation selon laquelle les médias « mentent » ou « déforment » la réalité par leur traitement de l'actualité.

Les deuxième et troisième chapitres analysent le travail de sélection des faits pertinents, toujours lié aux valeurs et centres d'intérêt des journalistes. En effet, comme le rappellent les auteurs, « l'actualité n'a pas d'objet préétabli » et elle se construit en isolant des faits et en construisant autour d'eux un contexte jugé pertinent et une interprétation (p. 63). Chaque fait peut être « mis en actualité » de différentes manières en fonction du style de rédaction de l'article, mais aussi de la chaîne de causalité dans laquelle il est inscrit (« fait divers » ou cas typique de grandes dynamiques). Dans la comparaison des événements, les auteurs distinguent la taille et la force : un « gros » événement comme un séisme majeur va faire la Une des journaux, mais rapidement disparaître de l'actualité, parce qu'il ne possède pas de « faits dérivés », c'est-à-dire d'éléments liés qui sont susceptibles de lui donner une portée plus générale. Les auteurs montrent ainsi comment la « tuerie de Saint-Just », lors de laquelle trois gendarmes sont tués par balles (23 décembre 2020), est initialement traitée comme la « petite » histoire d'un forcené relevant du fait divers, avant de prendre de plus en plus d'ampleur au fur et à mesure de la progression de l'enquête, révélant la proximité du tueur avec la mouvance survivaliste, entraînant une reproblématisation de l'affaire en termes de laxisme dans la surveillance des potentiels terroristes d'extrême droite en France. En s'appuyant sur ce cas étudié en détail, L. Boltanski et A. Esquerre montrent que c'est généralement la politisation qui renforce un événement, c'est-à-dire le processus par lequel des faits traités comme singuliers, résultant d'actions individuelles qui « sont rapprochées et mises en série, en sorte qu'ils sont considérés comme relevant d'un "problème public" » nécessitant une action politique spécifique de la part de l'État (p. 84-85).

Le quatrième chapitre marque la transition entre la première partie de l'ouvrage, très théorique, et la deuxième, où le matériau empirique est plus visible. Il commence par quelques pages consacrées à l'émergence au XVIII<sup>e</sup> siècle d'une « culture du débat »

stigmatisant les antagonismes vifs et personnels au profit d'échanges plus courtois. Ainsi les discussions politiques sont-elles généralement évitées ou en tout cas encadrées et contenues en raison de la menace qu'elles représentent pour le lien social : « Parler politique, c'est indissociablement, d'un côté, faire référence à ce qui est commun, en désignant des alliés et des adversaires, ou même des amis et des ennemis » (p. 121). Dans le cinquième chapitre, les auteurs présentent *Le Monde*, son histoire, son lectorat et son positionnement politique. Fondé après la Seconde Guerre mondiale, il s'inscrit néanmoins dans la continuité du journal *Le Temps*, créé en 1861, dont il reprend la typographie, une partie du personnel et le ton. *Le Monde* se distingue cependant de son prédécesseur, proche du patronat, par une ligne anticolonialiste et opposée aux États-Unis (tout en restant anticomuniste). *Le Monde* est en France un journal de référence, qualifié par les auteurs de « quasi-institution », qui traite principalement de politique nationale et internationale, pour un lectorat majoritairement urbain, aisé, masculin et de plus en plus vieux. La ligne éditoriale est d'adopter un ton très mesuré, désignant peu d'ennemis (à part l'extrême droite), s'inscrivant dans la tradition de la « culture du débat » étudiée dans le chapitre précédent.

Le sixième chapitre étudie les contraintes qui pèsent sur la rédaction des commentaires, au premier rang desquelles se trouve la « modération » qui est en censure institutionnalisée et déléguée à un organisme privé chargé par *Le Monde* de surveiller l'espace commentaire. Toujours « doublement totale » (un-e modérateur/modératrice supprime le message dans son intégralité, pas un passage, et il/elle en supprime l'accès à l'ensemble du public contrairement aux restrictions d'âge), cette censure concerne 17 % de l'ensemble des messages. La modération cible essentiellement des propos jugés contraires à la loi : ce n'est pas un langage trivial ou vulgaire qui est ciblé (et pour cause, il est très peu utilisé par les abonné·es du *Monde*) mais les discours relevant de l'incitation à la haine de telle ou telle ethnie ou groupe social. Par ailleurs, la tonalité des commentaires étudiés diffère radicalement de celle du courrier des lecteurs du même journal dans les années 1980 (Boltanski Luc, Darré Yann et Schiltz Marie-Ange, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 51, 1984, p. 3-40) : les lettres des années 1980 étaient le plus souvent fondées sur une expérience personnelle qu'il s'agissait de rendre publique, alors que les commentaires tendent à donner leurs opinions sur les problèmes « à une échelle institutionnelle, comme le feraient des personnalités politiques participant au gouvernement » (p. 163). Une fois établis la

forme et le ton des commentaires, le septième chapitre se penche sur ce qui motive leurs auteur·es à les écrire. Selon L. Boltanski et A. Esquerre, la réponse est différente pour les personnes dont le pseudonyme révèle leur identité réelle et celles qui ont un pseudonyme la dissimulant au public. En effet, les commentaires étudiés étant ceux des abonné·es, les services du *Monde* connaissent l'identité de chaque contributeur et contributrice, « ce n'est donc pas [la] censure des modérateurs que ceux qui recourent à un pseudonyme cherchent à éviter, mais à assumer le poids de leur parole » (p. 183). Pour les personnes utilisant un nom propre, l'hypothèse de L. Boltanski et A. Esquerre est que la motivation première est « d'exister socialement, c'est-à-dire de faire reconnaître et maintenir une autorité attachée à leurs noms », cette posture étant mise en relation avec le lectorat, composé majoritairement de personnes ayant souvent occupé des positions de pouvoir dans leur carrière professionnelle, mais dont la position sociale s'érode en vieillissant (p. 184). À l'inverse, considèrent les auteurs, les commentateurs et commentatrices utilisant un pseudonyme cherchent avant tout à manifester un sentiment d'indignation ou de violence « sans avoir à assumer les conséquences de leurs paroles sur le regard des autres ». En revanche, les deux profils ont en commun de se concentrer essentiellement sur le commentaire des problèmes « politisés », dont l'étude fait l'objet du huitième chapitre. Un problème est qualifié de politique, rappellent les auteurs, lorsqu'il est considéré comme relevant du champ de compétence des pouvoirs publics, et affectant la société tout entière. Cependant, le champ des problèmes politiques ne cesse de se déplacer par des processus de politisation et de dépolitisation des sujets. Ainsi certains problèmes voient-ils leur politisation contestée par certain·es acteurs/actrices, qui considèrent par exemple que tel ou tel sujet relève de la sphère privée et non de la sphère politique, tandis que d'autres groupes en font le cœur de leurs revendications (la question de la sexualité étant un exemple). Ces sujets sont ceux qui attirent le plus de commentaires et de débats en raison du sentiment d'incertitude et d'inquiétude qu'ils suscitent, expliquent les auteurs, et favorisent les discours manichéens qui soutiennent « la promesse d'un retour à l'ordre » à la fois cognitif et moral (p. 204). Le neuvième et dernier chapitre offre une perspective historique sur la « dynamique des politisations » en montrant ce qu'elle doit aux idéologies (notion au cœur du *Nouvel Esprit du capitalisme* de L. Boltanski et Ève Chiapello [Paris, Gallimard, 1999]), c'est-à-dire aux discours structurés articulant l'identification de menaces et la proposition de solutions particulières, en

définissant un ensemble d'ennemis et d'alliés. Les auteurs soulignent le changement majeur intervenant au milieu des années 1970, avec une transformation de « l'idéologie dominante », avec l'émergence de nouvelles problématiques (rejet de l'ordre industriel, liberté sexuelle, féminisme, etc.), alors que le débat politique était jusque-là dominé par les questions économiques liées au travail et au salaire, familières à la fois aux partis de gauche et de droite (p. 233). Les auteurs concluent en montrant que, même si *Le Monde*, depuis ses origines, revendique une position de surplomb loin des prises de position partisans, il n'en demeure pas moins un acteur politique, dans la mesure où toute interprétation d'un fait politique est porteuse d'un « jugement plus ou moins explicite sur le caractère positif ou négatif de l'état des choses concernées », mais aussi en vertu de son travail de sélection des faits traités et de leur mise en contexte (p. 250).

Riche et dense, cet ouvrage offre une réflexion stimulante, alimentée par la discussion d'une bibliographie riche et variée, et prolonge la réflexion entamée par L. Boltanski dès les années 1980 : étude du courrier des lecteurs, traitement de la notion d'idéologie, etc. Il offre aussi une contribution importante à la fois à la sociologie des médias, de la construction des problèmes publics et de la politisation. Si la focalisation presque exclusive sur les commentaires d'un seul journal pendant deux mois peut par moments sembler réductrice, il faut souligner que l'accès à de tels contenus est très difficile pour les chercheur·es, notamment en ce qui concerne les commentaires censurés. De même, les réflexions et hypothèses avancées dans cet ouvrage peuvent servir de base à de travaux ultérieurs portant sur d'autres titres, qu'il s'agisse de journaux d'autres bords politiques ou encore de commentaires rédigés par des non-abonné·es, ce qui pose cependant le très épineux problème du tri entre « vrais » et « faux » commentaires, les trolls financés par des États et des groupes d'intérêts étant nombreux. Cet ouvrage est donc intéressant autant par les thèses qu'il avance que par les difficultés méthodologiques que ses auteurs ont rencontrées, et qui invitent à essayer de trouver de nouvelles perspectives pour faire entrer certains espaces numériques dans le champ de la recherche sociologique.

**Paul-Arthur Tortosa**  
Université de Strasbourg, Sage,  
F-67000 Strasbourg, France  
patortosa@unistra.fr

**Andrea CATELLANI, Caroline SAUVAJOL-RIALLAND et François ALLARD-HUVER, *Les Relations publiques*.**  
2<sup>e</sup> éd. Malakoff, Éd. Dunod, coll. Les Topos, 2022,  
128 pages

Plusieurs ouvrages traitant de la communication des organisations sont présents dans la collection Les Topos, de l'éditeur Dunod, qui regroupe des volumes de synthèse et d'initiation universitaire associant théories, concepts et méthodes d'application. Cette ligne éditoriale est développée dans l'ouvrage *Les Relations publiques* qui associe deux enseignants-chercheurs de l'université de Louvain et de l'université de Lorraine à une consultante de cabinet conseil en « info-responsabilité ». Il s'agit de la deuxième édition d'un texte publié en 2015, qui reprend la même table des matières avec une mise à jour concernant les enjeux de définition et les outils de mise en œuvre. Le livre présente les relations publiques à la fois comme un domaine de connaissances, un ensemble de méthodes et de techniques de communication, un métier impliquant des compétences nouvelles liées aux environnements et aux artefacts numériques d'information et de communication. Dans le cadre des sciences de l'information et de la communication (SIC), les différents chapitres articulent une approche fonctionnaliste, qui répond à la dimension opérationnelle d'une partie des contenus présentés, à une dimension historique et théorique, en partie éthique et critique. À cet égard, la table des matières affiche, dès le chapitre III, la responsabilité sociétale comme étant « au cœur des RP [relations publiques] », suivant en cela l'évolution sociale et professionnelle en direction de l'engagement des organisations en faveur d'une communication responsable.

Dans le chapitre I, les auteurs situent les définitions des relations publiques dans une perspective internationale en faisant apparaître la pluralité et la grande diversité des activités impliquées, des domaines et des techniques. Ils soulignent les notions centrales au sein de cette diversité, notamment « la communication, l'échange des signes [...] ; l'aspect managérial [...] ; la dimension de la recherche sur l'environnement et les publics ; l'éthique ; la réputation [...], la relation avec les dirigeants [...] » (p. 13-14). Les aspects consensuels mis en avant – la « construction d'une connaissance mutuelle et de *goodwill* » (p. 14) – font apparaître en creux les éléments absents, la persuasion et les rapports de pouvoir. Le changement de dénomination (en 2011) opéré par le Syndicat français des relations publiques Syntec RP, en « Relations Publics » et non plus « Relations Publiques », instaure en France une